# Du 8 août 2025

**Procédure Adaptée :** **N° 2025-06**

*Marché à procédure adaptée passé dans le cadre de l’arrêté*

*du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de*

*Sécurité Sociale du Régime Général.*

**ACTE D’ENGAGEMENT (A.E.)**

**Objet du marché :**

Maintenance des installations d’ascenseurs de 6 sites de l’Urssaf Midi-Pyrénées

**Organisme passant le marché :**

**Urssaf Midi-Pyrénées**

166 Rue Pierre et Marie CURIE

Labège

31061 TOULOUSE CEDEX 9

SIRET : 535 146 500 00017

**LOT N°1 : TOULOUSE - TARBES**

Acheteur :

**Urssaf Midi-Pyrénées**

166 rue Pierre et Marie CURIE

Labège

31061 TOULOUSE Cedex

**Objet du marché :**

Maintenance, dépannages et réparations des ascenseurs de 6 sites de l’URSSAF Midi-Pyrénées.

**Mode de passation et forme du marché :**

Marché de services passé en procédure adaptée conformément aux dispositions de l’arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale pris en application de l'article L.124-4 du code de la sécurité sociale.

Marché passé en application des articles R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-6 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 du Code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre selon l’article L2125-1 de l’ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018. Il est passé à bons de commande sans minimum selon les articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 à R 2162-14 du décret n° 2018-1075 relatif au code de la commande publique.

**Nom, prénom, qualité du signataire du marché :**

Monsieur Jean DOKHELAR, Directeur Régional de l’Urssaf Midi-Pyrénées

**Ordonnateur des paiements**

Le Directeur Régional de l’Urssaf Midi-Pyrénées

**Comptable assignataire des paiements**

Le Directeur Comptable et Financier de l’Urssaf Midi-Pyrénées

**Article premier : CONTRACTANT**

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l’article « pièces contractuelles » du cahier des clauses administratives particulières nº 2025-06  qui fait référence au C.C.A.G.- Fournitures et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

 **Le signataire** (**Candidat individuel**),

M............................................................................................................................................

Agissant en qualité de ...........................................................................................................

 m’engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale .............................................................................

Adresse .................................................................................................................................

Adresse électronique

Numéro de téléphone .................................................. Télécopie ...............................................

Numéro de SIRET ......................................................... Code APE ..............................................

Numéro de TVA intracommunautaire ....................................................................................

 engage la société ...........................................................sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale .............................................................................

Adresse .................................................................................................................................

Adresse électronique

Numéro de téléphone ....................................... Télécopie ...............................................

Numéro de SIRET ............................................ Code APE ..............................................

Numéro de TVA intracommunautaire ……………………………………………………………..

 **Le mandataire (Candidat groupé),**

M ...........................................................................................................................................

Agissant en qualité de ...........................................................................................................

désigné mandataire :

 du groupement solidaire

 solidaire du groupement conjoint\*

 non solidaire du groupement conjoint\*

***\* En cas de groupement conjoint, les membres du groupement doivent indiquer dans leur offre la répartition détaillée des prestations que chacun d’entre eux s’engage à exécuter selon l’article 45 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ils peuvent s’ils le souhaitent mentionner le montant des prestations que chacun d’entre eux s’engage à exécuter***

Nom commercial et dénomination sociale .............................................................................

Adresse .................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse électronique .............................................................................................................

Numéro de téléphone .......................................Télécopie .....................................................

Numéro de SIRET .............................................................. Code APE ......................

Numéro de TVA intracommunautaire .....................................................................................

S’engage, au nom des membres du groupement, sur la base de l’offre du groupement, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après.

L’offre ainsi présentée n’est valable toutefois que si la décision d’attribution intervient dans un délai de 150 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

J’observe qu’en cas de divergence entre les stipulations des documents précités et le descriptif ci-joint, le contenu des stipulations en causes prévaudrait toujours sur mon descriptif.

**ARTICLE 2 : PRIX**

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires du Bordereau de Prix Unitaires annexé.

Le montant des commandes pour la période initiale du marché est défini comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Seuil minimum HT | Sans minimum |
| Seuil maximum HT | 80 000€ |

Aucune variante ni prestation supplémentaire ou alternative n’est autorisée.

Des avenants ou des marchés complémentaires sont susceptibles d'être passés conformément aux articles R 2194-1 à R 2194-10 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018. Des marchés de prestations similaires pourront également être passés conformément aux dispositions de l'article R 2122-7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

**2.1.** **COUT DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE MINIMALES ET COMPLEMENTAIRES**

Le Titulaire, après avoir pris connaissance de toutes les pièces contractuelles, s’engage envers le Maître d’ouvrage à exécuter l’ensemble des prestations indiquées au C.C.T.P. selon la décomposition des prix globaux et forfaitaires établis à la date de signature du marché

**Site URSSAF LABEGE**

- Montant total H.T. sur 48 mois : ……………………€

- TVA (………%) ……………………€

- Montant total T.T.C. sur 48 mois : ……………………€

Montant total TTC en €uros sur 48 mois (en lettres) :

**Site URSSAF TARBES**

- Montant total H.T. sur 48 mois : ……………………€

- TVA (………%) ……………………€

- Montant total T.T.C. sur 48 mois : ……………………€

Montant total TTC en €uros sur 48 mois (en lettres) :

**2.2. TRAVAUX SUR BORDEREAU DE PRIX ET DEVIS**

Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires indiqués dans le bordereau de prix aux quantités réellement exécutées.

Aucune variante ni prestation supplémentaire ou alternative n’est autorisée.

**ARTICLE 3 : SOUS TRAITANCE**

Pour l’exécution du présent marché :

Je n’envisage pas de recourir à un ou plusieurs sous-traitants.

J’envisage de recourir à un ou plusieurs sous-traitants :

Je précise en annexe(s) la nature et le montant maximum des prestations que j’envisage de confier à ce ou ces sous-traitant(s). Chaque annexe (Modèle DC4 disponible sur le site http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires) constitue une demande d’acceptation du sous-traitant concerné et d’agrément des conditions exposées dans le C.C.A.P. Le montant indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement dans la limite des bons de commandes qui le concerneront. La notification du marché emporte acceptation du ou des sous-traitant(s) et agrément de ces conditions de paiement.

Le montant total que j’envisage de sous-traiter est, dans la limite des bons de commandes correspondants, de ………………….. euros.

Nombre de demandes d’acceptation de sous-traitant jointes en annexe : …………….

**ARTICLE 4 : DELAI D’EXECUTION**

Les durées du contrat de maintenance pour le lot n° 1 sont stipulées dans le tableau ci-dessous pour chacun des sites.

Le marché est conclu pour une période ferme et non renouvelable de 4 ans (48 mois) à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 5 : PAIEMENT**

Le maître de l’ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants[[1]](#footnote-1) :

1. *Ouvert au nom de :* pour les prestations suivantes : Domiciliation :

Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

IBAN :

BIC :

1. *Ouvert au nom de :* pour les prestations suivantes : Domiciliation :

Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

IBAN :

BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur [[2]](#footnote-2) :

**un compte unique** ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire;

**les comptes de chacun des membres du groupement** suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

**NB :** Si aucune case n’est cochée, ou si les deux cases sont cochées, l’acheteur considérera que seules les dispositions du C.C.A.P. s’appliquent.

**Avance :**

Je renonce au bénéfice de l’avance : NON  OUI

(Cocher la case correspondante.)

Le bénéficiaire de l’avance est informé que l’Urssaf Midi-Pyrénées demande la constitution d’une garantie à première demande pour le remboursement de l’avance.

Les deux parties peuvent s’accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

**ARTICLE 6 : NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE**

La classification principale conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : **50750000-7 Service d’entretien d’ascenseurs**

J’affirme sous peine de résiliation du marché ou de mise en régie à mes torts exclusifs que les travaux seront réalisés avec des salariés employés régulièrement notamment au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail. (Article D8222-5-3°)

**ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

Fait en un seul original, à le

|  |
| --- |
| **Signature du candidat :** |

**ACCEPTATION DE L’OFFRE PAR L’ACHETEUR**

Est acceptée la présente offre pour valoir Marché.

Fait en un seul original,

A Toulouse, le ………………

|  |
| --- |
| **Signature du représentant de l’acheteur :** |

**NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE**

En cas d’envoi par lettre recommandée avec A/R :

Coller dans ce cadre l’avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du marché).

En cas de remise au titulaire contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

A …………………., le ………………

Signature :

Elle est complétée par les annexes suivantes[[3]](#footnote-3) :

Annexe n°1 relative au Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.) pour le **lot n°1.**

Annexe n°2 relative au Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.) pour le **lot n°2.**

Annexe n°3 relative au Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.) pour les 2 lots.

Annexe n°4 relative à la fiche d’informations et de renseignements sur l’entreprise.

Annexe n°5 relative au nantissement ou cession de créances

Annexe n°6 relative à la déclaration sur l’honneur en cas de sous-traitance

**Annexe n°5 - NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES**

**1/ Identification de l’Acheteur**

Urssaf Midi-Pyrénées

166 Rue Pierre et Marie CURIE

31670 LABEGE

SIRET : 535 146 500 00017

**Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles r.2191-60 et r.2391-28 du code de la commande publique :**

Monsieur Jean DOKHELAR, Directeur Régional de l’Urssaf Midi-Pyrénées

**Désignation du comptable assignataire des paiements**

L’agent comptable de l’Urssaf Midi-Pyrénées

**2/ Identification du créancier au titre du marché public**

Raison sociale :

……………………………………………………………………………………………….

………………………………………………………………………………………………..

…………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………….

Siret : ………………………………………………………………………………………….

Coordonnée bancaires du créancier :

1. Domiciliation :……………………..

Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

IBAN :

BIC :

Renseignements bancaires sur le créancier (cocher la case correspondante) :

|  |  |
| --- | --- |
| Titulaire du marché |  |
| Sous-traitant de 1er rang |  |
| Membre d’un groupement solidaire |  |
| Membre d’un groupement conjoint |  |
| Mandataire solidaire |  |
| Mandataire conjoint |  |
| Agissant pour son propre compte |  |
| Habilité à céder ou nantir la créance du groupement |  |
| *- dans ce dernier cas, indiquer la référence de l’habilitation :*  ……………………………………………………………………………………………………….  ……………………………………………………………………………………………………….  ……………………………………………………………………………………………………….  ………………………………………………………………………………………………………. |

**3/ Identification de la créance cessible**

(Si le montant est demandé faire apparaitre le montant TTC, HT et celui de la TVA)

**Désignation du marché :**

Maintenance, dépannages et réparations des ascenseurs de 6 sites de l’URSSAF Midi-Pyrénées..

Notifié le ……………………………………….

**Lot unique**

Montant total du marché………………………€ HT

Montant total de la TVA du marché………………………€ de TVA

Montant total du marché………………………€ TTC

**Bon de commande**

N°………………………………...

d’un montant HT de ………..…..………€

dont TVA de ….…………..……€ -

Montant TTC de ……………..………€

**Eléments relatifs aux clauses de variation de prix applicables à la créance :**

|  |
| --- |
|  |

**Eléments relatifs aux clauses de pénalités susceptibles d’être appliquées à la créance :**

|  |
| --- |
|  |

**Autres renseignements :**

|  |
| --- |
|  |

**4/ Renseignements complémentaires affectant le marché et/ou la créance**

|  |  |
| --- | --- |
| L’acheteur renvoie les parties aux documents du marché |  |

***Si la case précédente n’a pas été cochée, compléter les champs suivants :***

|  |  |
| --- | --- |
| Le cas échéant |  |
| Le marché prévoit le versement d’une avance au créancier au titre du marché |  |
| En cas d’avance, son pourcentage | % |
| Le marché prévoit une retenue de garantie : |  |
| En cas retenue de garantie, son pourcentage | % |
| Le marché prévoit un délai d’exécution des prestations : |  |
| Si un délai d’exécution est prévu, il est de |  |
| Le marché prévoit des dates prévisionnelles de début d’exécution et d’achèvement : |  |
| Si elles sont prévues, les dates prévisionnelles de début d’exécution et d’achèvement sont : |  |
| Le marché prévoit un délai maximum de paiement |  |
| S’il est prévu, référence du taux des intérêts moratoires mentionné |  |
| Le marché prévoit un montant : |  |
| Montant prévu pour l’ensemble du marché | € TTC |
| Ou Montant prévu pour la tranche concernée | € TTC |
| Ou Montant prévu pour le lot concerné | € TTC |
| Pour les accords-cadres à bons de commande, indiquer : |  |
| Montant minimum : | € TTC |
| Montant maximum : | € TTC |
| Montant estimé | € TTC |
| Le titulaire souhaite ne pas confier l’exécution d’une partie des prestations à des sous-traitants ayant droit au paiement direct : |  |
| Cette partie non-sous-traitée est au maximum de : | € TTC |

**5/ Informations supplémentaires en cas de groupement**

Désignation des membres du groupement (pour chaque groupement) :

|  |  |
| --- | --- |
| Raison sociale et adresse | SIRET |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

Désignation du mandataire (à compléter si différent du créancier indiqué au 2. Du présent document) :

**6/ Modification(s) ultérieure(s) de la créance**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1ère modification | La créance cessible est ramenée/portée à € | Date  Signature |
| 2ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à € | Date  Signature |
| 3ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à € | Date  Signature |
| 4ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à € | Date  Signature |

En cas de cession ou de nantissement, le cessionnaire ou le titulaire du nantissement transmet l’original du présent certificat au comptable public assignataire, conformément aux articles R.2191-54, R.2191-55 et R.2391-28 du code de la commande publique.

Il est rappelé que le bénéficiaire d’une cession ou d’un nantissement doit notifier ou signifier cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire.

**7/ Signature de l’acheteur :**

A ……………………………. Le ………………………………..

Signature

|  |
| --- |
| **Annexe n°6 – Déclaration sur l’honneur en cas de sous-traitance** |

**Cette déclaration doit être complétée et signée par chaque entreprise sous-traitante**

Je, soussigné(e)\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

En qualité de\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Agissant pour le compte de (société, entreprise) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* Atteste sur l’honneur

**1°** n’avoir pas fait l’objet, depuis moins de cinq, d’une condamnation définitive pour l’une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3 (escroquerie), 314-1 à 314-3 (abus de confiance), 324-1 à 324-6 (blanchiment), 421-2-1 (acte de terrorisme), par le 2ème alinéa de l’article 421-5, par l’article 433-1 (corruption, trafic d’influence), par le 2ème alinéa de l’article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7 (faux et usage de faux), par les 1er et 2ème alinéas de l’article 441-8, par l’article 441-9 et par l’article 450-1 du code pénal, ainsi que par l’article 1741 du code général des impôts ;

**2°** n’avoir pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin no 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221 alinéas 1 et 2, L. 8221 alinéas 3 et 5, L. 8251 alinéas 1 et 8 et L 5221-11, L. 8231-1, L. 8241 alinéas 1 et 2, et L 8233-1 du code du travail ;

**3°** ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'[article L. 620-1](http://admi.net/cgi-bin/adminet/article.pl?c=CCOMMER0&a=L620-1) du code de commerce ;

- si je suis une personne physique, ne pas être en faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du même code, n’a pas été prononcée

- ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

Les candidats en redressement judiciaire au sens de l'[article L. 620-1](http://admi.net/cgi-bin/adminet/article.pl?c=CCOMMER0&a=L620-1) du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger doivent justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

**4°** avoir bien, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date.

Ou si, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, ne pas avoir acquitté les divers produits devenus exigibles à cette date, ni constitué de garanties, mais qui, avant la date du lancement de la consultation, mais avoir bien, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, soit acquitté lesdits produits, soit constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement.

**5°** si je suis assujetti à l’obligation définie à l’article L 5212 alinéas 1 à 3 du code du travail, avoir bien au cours de l’année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, souscrit la déclaration visée à l’article L 5212-5 du même code ou s’il en est redevable, versé la contribution visée à aux articles L 5214-1, L 5212-9 et L 5212-10 du code du travail.

**Fait à , le**

**Signature**

1. Joindre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal [↑](#footnote-ref-1)
2. Cocher la case correspondant à votre situation [↑](#footnote-ref-2)
3. Cocher la case correspondante [↑](#footnote-ref-3)